

« On se sent livrées à nous-mêmes »

Les infirmières scolaires sont en première ligne en cas de contamination à l'école. Elles dénoncent un manque de protections alors qu'elles sont plus d'un millier à exercer dans les établissements franciliens.

SANTÉ

PAR MAIRAM GUISSÉ

ELLE SOIGNE les maux des élèves. Depuis vingt-quatre ans, dont dix-neuf dans le secteur de Saint-Michel-sur-Orge en Essonne, Patricia Braive, 58 ans, est infirmière scolaire. En Ile-de-France, elles sont « environ 1 379 équivalents temps plein répartis dans les trois académies [600 Versailles, 529 Créteil, 250 Paris] », selon le syndicat majoritaire Snics-FSU, « 1 593, dont 10 % de contractuels », selon l'Éducation nationale.

Avec la réouverture des écoles, ces femmes sont en première ligne, directement impliquées, avec les équipes pédagogiques, dans la mise en place du protocole sanitaire. En cas de suspicion de Covid-19, c'est à l'infirmière scolaire d'agir, d'isoler l'élève dans un espace prévu créé en amont.

Depuis plusieurs jours, Patricia Braive partage donc son temps entre les 14 écoles maternelles et primaires dont elle a la charge et le collège Jean-Moulin de 780 élèves, « soit au total près de 3 000 écoliers ». « Mais nous n'avons pas forcément de matériel pour bien assurer nos fonctions, insiste cette militante du syndicat Snics-FSU. Nous n'avons pas de masques FFP2, or si je dois pratiquer des soins sur des élèves comme prendre la tension, je ne peux pas respecter la mesure de distanciation... » Auront-elles des masques FFP2, comme le demande Carole Pourvendier et Annie Routier, respectivement se-



Saint-Michel-sur-Orge (Essonne), vendredi. « Nous n'avons pas de masques FFP2 », déplore Patricia Braive, infirmière scolaire.

En BREF

HAUTS-DE-SEINE

Une première livraison de 600 surblouses a déjà eu lieu à l'hôpital Beaujon, à Clichy. Une autre suivra prochainement dans un autre établissement de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Les Couturières solidaires des Hauts-de-Seine ont déjà cousu plus d'un millier de protections.

YVELINES

Les services de l'Éducation nationale et de la ville d'Élancourt ont pris la décision de fermer hier, temporairement, l'école maternelle Willy-Brandt et l'école élémentaire de la Villedieu. Dans la première, c'est un adulte qui a développé des signes de fièvre modérée, dans la seconde, c'est un enfant qui présentait les mêmes symptômes. Les premiers tests n'ont rien révélé d'alarmant mais d'autres doivent être effectués.

ESSONNE

Le conseil départemental de l'Essonne a tenu hier matin sa première séance publique depuis le début de la crise sanitaire. Les élus ont voté une rallonge budgétaire de 46,6 millions d'euros directement liée au Covid-19 et à ses conséquences sociales. Cette somme va compenser la hausse du nombre de demandeurs du RSA, l'achat de matériel de protection ou encore les primes Covid pour les agents.

“ Si un élève éternue, on ne sera pas protégé ”
CAROLE POURVENDIER,
SECÉTAIRE NATIONALE
DU SYNDICAT SNUICS-FSU.

crétaire nationale des syndicats Snuics-Fsu et Snes-Unsa ? « Les infirmiers doivent porter un masque dit grand public en présence des élèves, rétorque l'Éducation nationale. Si l'infirmier dispose de masques chirurgicaux, ces derniers peuvent être utilisés de manière préférentielle. » La consigne est claire mais ne satisfait pas. « On se sent en danger, réagit Carole Pourvendier. Si un élève éternue, on ne sera pas protégé. C'est aberrant. »

Cette semaine, c'est donc avec un masque chirurgical sur le visage que Patricia Braive va à la rencontre des élèves revenus en classe pour « leur expliquer le pourquoi des gestes barrières, l'importance de les appliquer... Nous intervenons aussi en soutien aux enseignants. Certains enfants auront besoin d'extérioriser sur cette période anxiogène, prédit-elle. Sur mon secteur, j'ai de nombreux jeunes socialement en difficulté. »

Pendant le confinement, son travail ne s'est d'ailleurs pas du tout arrêté. « Nous avons continué d'assurer une écoute, des conseils auprès des enseignants, des élèves, de leurs familles pour éviter, par exemple, le décrochage scolaire, pour parler orientation avec les collégiens... »

Lors de cette reprise, Patricia Braive se demande

« quand les thermomètres infrarouges commandés mais pas encore arrivés seront disponibles ». « On se sent livrées à nous-mêmes » regrette-t-elle. Un sentiment partagé par Bénédicte Bocquet, infirmière en poste à Gournay (Seine-Saint-Denis), militante du Snics, en charge « d'un collège et quatre écoles maternelles et élémentaires », où tout est prêt pour accueillir les élèves. Et pour elle ? « Nous sommes censées avoir des blouses, des gants, du gel hydroalcoolique, des masques pédiatriques pour les enfants en cas de suspicion Covid, mais à ce jour [jeudi], nous n'avons rien de tout ça. » C'est l'autre inquiétude des syndicats. « À ce jour [vendredi], on est 80 à 90 %, selon une enquête interne, à ne pas avoir été dotées du matériel de protection dont fait état le protocole sanitaire », renchérit Annie Routier.

Au-delà du matériel, cette crise sanitaire fait ressortir pour ces infirmières scolaires,

“ Il faut ouvrir des postes ”
ANNIE ROUTIER,
SECÉTAIRE NATIONALE
DU SYNDICAT SNES-UNSA.

la nécessité de création de postes, revendication de longue date. « Ça fait des années que nous le demandons. On a des établissements qui ouvrent et pas plus d'infirmières. En Ile-de-France, elles se partagent plusieurs collèges et lycées... or c'est important d'être à temps plein sur un site, notamment dans le second degré », insiste Carole Pourvendier.

Pour cette réouverture des écoles, « il a été demandé aux infirmières des lycées [encore fermés pour le moment] de renforcer, sur la base du volontariat, les collègues du premier degré, ce que nous refusons, répète Annie Routier. Il faut ouvrir des postes, les secteurs géographiques à couvrir par infirmière sont beaucoup trop étendus. Tous les postes ne sont d'ailleurs pas pourvus, des contractuels sont appelés pour combler les trous mais ils sont très mal payés [entre 1 380 et 1 800 € brut, contre 2 200 € brut en moyenne pour une titulaire]. »

Le ministère de l'Éducation nationale insiste : « depuis 2009, 130 postes ont été créés en Ile-de-France ». Concernant « l'attractivité de la fonction, des mesures ont été prises en faveur de la carrière, ce qui a eu pour effet d'améliorer le taux de rendement des concours », conclut l'institution.

Bilan du Covid-19 en Ile-de-France et dans l'Oise

Lundi 18 mai

